

Couperin : un exemple de consortium pour la fourniture électronique des documents

par Iris Reibel*

L'offre éditoriale, l'intérêt manifesté par les chercheurs en faveur du support électronique, la possibilité d'offrir un accès permanent et à distance aux revues électroniques et de mieux assumer la mission de fourniture de documents aux étudiants de maîtrise, de 3^e cycle, aux enseignants-chercheurs et aux chercheurs, nous a conduits à souscrire des abonnements électroniques.

Pourquoi créer un consortium ? Pour Couperin il s'agit :

- De négocier avec les éditeurs les licences d'accès et les conditions financières ; c'est un groupement d'achats.

- De mutualiser les abonnements et d'élargir ainsi la couverture documentaire à moindre coût.

Le consortium est particulièrement avantageux pour :

- Les universités multisites, l'accès électronique permettant de dédoubler les abonnements papier à un coût inférieur ou d'égaliser l'accès à la documentation entre les différents sites.

- Les universités ayant peu d'abonnements papier et qui bénéficient des abonnements des universités partenaires.

La mise en œuvre de Couperin

La constitution de Couperin

Un groupe de travail qui a réuni de 5 à 12 partenaires de juin 1998 à mai 1999 a abouti à la création du consortium le 30 juin 1999 à Strasbourg.

Les choix

- Une approche thématique : physique, chimie, qui est devenue pluridisciplinaire en mars 1999 avant la création du consortium.

- Un choix délibéré de se concentrer sur les périodiques électroniques dans un premier temps.

- Des partenaires de régions et d'universités différentes.

Les partenaires en présence

• **Les éditeurs** : notre objectif consiste en une offre multiéditeurs.

Deux critères pour le choix des éditeurs :

- L'importance du nombre de titres souscrits par l'université auprès d'un éditeur.

- Les avis des conseils de la documentation et des différentes commissions de bibliothèques.

Juin 1999 : accord avec Elsevier pour Science Direct.

Décembre 1999 : accord avec :

- Academic Press, Saunders.

- American Chemical Society.

Fin de négociation :

- Springer.

En cours de négociation :

- Wiley.

- American Institute of Physics/
American Physical Society.

• Les universités impliquées

Juin 1999 : les membres fondateurs : Aix-Marseille-2, Angers, Nancy-1, Strasbourg-1.

Ils ont été rejoints par Cergy-Pontoise, Versailles-Saint-Quentin dans un premier temps, puis Marne-la-Vallée, Bordeaux-1 et 2, Nantes.

Enfin les universités de Besançon, Mulhouse, Dijon, Metz, Aix-Marseille-3, Rennes-1, Avignon, Toulon ont également pris la décision de l'adhésion pour leur université. Poitiers, Toulouse-3, Lille-2 et Paris-5, 6, 7, 12, ainsi que les trois grandes bibliothèques inter-universitaires de médecine, pharmacie et sciences de Jussieu ont également adhéré au consortium.

Les collections concernées

• Aspect quantitatif

- Elsevier.

- Academic Press, Saunders (totalité du catalogue).

- American Chemical Society (1 445 titres).

Fin de négociation :

- Springer (440 titres et les « lectures notes »).

- Wiley (accès croisé).

- American Institute of Physics.

* Directrice du SCD Strasbourg

Les caractéristiques des contrats

La durée de l'accord

- 3 ans : Academic Press.
- 2 ans : Wiley.
- 1 an : American Chemical Society, Elsevier, Springer, mais une clause prévoit la renégociation au bout d'un an.

Le couplage avec le support papier

- Est imposé par l'American Chemical Society, Springer, Elsevier jusqu'en 2000.

- Le choix existe pour Academic Press, Elsevier à partir de 2000.

L'accès croisé aux collections des partenaires

- Il est proposé par l'American Chemical Society, Springer, Wiley, Elsevier.

- Par contre, Academic Press propose l'accès à Ideal, 174 titres augmentés, à partir de janvier 2000, de 61 titres de Saunders et Churchill Livingstone sans possibilité de sélection.

- Elsevier et Springer proposent également l'accès à l'intégralité de leur catalogue.

L'accès aux années antérieures

- American Chemical Society, Elsevier, Springer : à partir de 1996.

- Academic Press : à partir de 1993.

Quels sont les points financiers importants ?

- Le surcoût du support électronique, quel pourcentage par rapport au support papier (tous les éditeurs) ?

- La garantie d'un pourcentage d'augmentation maximum du support papier (Elsevier).

Les marchés publics

On constate une diversité d'interprétations.

- Les deux supports sont indissociables.

- Le lien avec le marché existant doit être effectif : avenant, nouvel appel d'offres sont envisagés pour le marché électronique.

- Pour le support électronique : passer des accords directement avec des expéditeurs différents qui facturent directement. Les interprétations des agences comptables varient.

- Passer un accord avec le fournisseur du support imprimé (titulaire du marché) pour la facturation du support électronique. Certaines universités ont envisagé ce procédé. La nouvelle situation, engendrée par l'émergence du support électronique de périodiques, ne bénéficie pas de directives claires pour l'ensemble des établissements qui les apprécieraient.

Les conséquences sur la politique documentaire

Le comportement des utilisateurs

Le libre accès aux collections, très apprécié des lecteurs, ne nous permet pas d'évaluer la consultation des revues.

- Les statistiques fournies par les éditeurs de périodiques élec-

troniques sont importantes pour la gestion des collections.

- Le nombre de profils documentaires créés par les enseignants-chercheurs.

Autres conséquences

- Sur la politique d'acquisition de périodiques au niveau local. L'existence du support électronique au sein du consortium est déterminante pour le désabonnement : dans la plupart des cas, celui-ci est aisément accepté.

- Le volume de demandes de prêt entre bibliothèques a diminué pour les bibliothèques membres du consortium.

Les organismes de recherche : le point sur leur politique

Le CNRS, l'INSERM, l'INRA ont également signé un accord avec Elsevier. Une première réunion à la Direction de la recherche, pilotée par cette dernière et la Sous-direction des bibliothèques, a permis un échange d'informations entre les organismes de recherche et le consortium Couperin. La première réunion de travail est programmée en juin : une collaboration ultérieure est attendue.